

Les médias nous disent que la guerre contre le terrorisme islamique est impossible

JE SUIS UN DÉSÉQUILIBRÉ, JE FONCE SUR LES PIÉTONS, JE FAIS DES ATTENTATS ANTISÉMITES, JE COUPE LES TÊTES DES CHRÉTIENS, JE LAPIDE LES FEMMES, JE CEINTURE LES ENFANTS DE DYNAMITE, JE SUIS... JE SUIS...

D'EXTRÊME-DROITE !!!



Il paraît que nous sommes en guerre contre le terrorisme. Cela fait cinq ans que l'on entend ça, et l'antienne s'intensifie au fur et à mesure que l'horreur investit de plus en plus notre quotidien. Mais cela en reste évidemment au niveau des déclarations d'intention, du gouvernement comme des médias, pour l'essentiel. Car dès que l'on rentre un peu dans les mesures à prendre pour combattre le terrorisme, c'est une étrange musique que l'on entend sur tous les plateaux : il serait quasiment impossible de faire quoi que ce soit pour durcir nos moyens de lutte contre l'islamisme. C'est comme ça, tout ce qui est proposé est systématiquement écarté d'un revers de la main, au nom de la démocratie, des droits de l'homme, des traités internationaux, de la lutte contre le terrorisme et l'islamisme même...

Entrons dans le détail :

– L'expulsion des immigrés fichés S ou suspects de

radicalisation est difficile, car il faut que les pays d'origine les acceptent. Mais à quoi sert-il de clamer que la France est une grande puissance, si elle n'est même pas capable d'imposer sa volonté à la Tunisie, à l'Afghanistan ou au Mali ? N'y aurait-il vraiment aucun moyen de pression sur ces pays ? Et en outre, il faut en passer par la Cour européenne des droits de l'homme, qui peut récuser les arrêts des Cours de justice nationales : faut-il donc continuer à se soumettre à une Union européenne incapable de nous soutenir, et qui en sus protège les islamistes ? Faut-il donc laisser la France mourir, satisfait d'avoir respecté scrupuleusement et jusqu'au bout la jurisprudence européenne ?

– La fermeture des frontières à l'immigration est aussi inenvisageable, au nom des traités européens. Et, comme l'a dit sur LCI Karim Ziabat, élu du mouvement « Les engagé.es » (Joffrin) de Cergy : si on arrêta l'immigration à cause du terrorisme, ce serait déshonorant pour notre pays ! Il faut donc mourir, se laisser décapiter, égorger, déchiqueter par les bombes, mais dans l'honneur de défendre les grands idéaux des droits de l'homme, qui en l'occurrence deviennent les droits des terroristes à nous saigner comme des poulets.

– L'idée d'un Guantanamo français a suscité l'écœurement de Roland Cayrol. Si l'on tombe dans cela, nous donnerions raison aux terroristes, qui auront eu la peau de nos grands principes, et en tireraient ainsi motif de satisfaction. Que n'entendrons-nous donc pas, de nos beaux esprits si bien-pensants : il faudrait donc combattre pieds et poings liés, quand les terroristes, eux, se permettent tout, et jusqu'à la pire des barbaries. Enfermés dans un Guantanamo français, soyons bien sûrs que beaucoup feront moins les fiers, et comprendront qu'ils ont en face un adversaire déterminé, impitoyable. Ça en fera réfléchir plus d'un.

– Les fichés S étrangers ne doivent surtout pas être expulsés, et ceux qui ont les papiers français ne doivent pas être incarcérés, au motif que leur surveillance permettrait à nos services d'obtenir du renseignement sur le terrorisme. Effectivement, pour être renseigné sur le terrorisme, il faut

des attentats, donc des terroristes, dont la plupart sont fiché S. Sans fichés S, pas de renseignement sur le terrorisme, car plus de terrorisme... CQFD. Pour rejoindre le royaume d'Ubu, n'oubliez pas de zapper sur la 15, la 26 ou la 27 de votre télécommande.

– Sur CNews, Karim Zeribi nous explique que les musulmans sont finalement bien gentils, s'ils avaient voulu, ils auraient pu mettre la France à feu et à sang après les caricatures de Charlie. Si, après avoir entendu ce qui vous a été dit sur le droit qui annihile toute tentative de se protéger, vous voulez quand même insister, et durcir la lutte, n'oubliez pas que les millions de musulmans présents en France pourraient vous en dissuader, *manu militari*...

Les bien-pensants veulent nous démontrer que nous somme empêtrés dans une nasse qui nous empêche de nous défendre correctement. Et ce faisant, ils nous livrent à l'ennemi, veulent nous démoraliser avant même que nous ne commencions à réagir. Nous ne pouvons faire que continuer ainsi, accueillir des faux réfugiés qui nous égorgent comme des moutons, verser des allocations à des étrangers délinquants et jusqu'aux djihadistes en personne, laisser des imams prêcher la haine de notre pays dans des mosquées salafistes payées souvent avec l'aide des municipalités, et nous taire, sinon nous deviendrions des nazis qui déshonorent la France. Sommes-nous encore une démocratie ? Il me semble qu'en démocratie, le droit n'est rien d'autre que l'expression de la souveraineté populaire. Et qu'il doit s'adapter à la volonté du peuple. En France, en 2020, c'est au contraire la volonté populaire qui doit, au péril de la vie des populations, se plier au droit : c'est typiquement cela, une dictature. Il serait temps de s'en apercevoir, et de réagir au plus vite.

Olivier Piacentini